

MICROFICHE ETABLIE A PARTIR DE
L'UNITE DOCUMENTAIRE
N

جديدة منجزة حسب الوثيقة
رقم:

93

639

ROYAUME DU MAROC

المملكة المغربية

المركز الوطني للتوثيق
CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION

SERVICE DE REPROGRAPHIE
ET IMPRIMERIE

B-P 826 RABAT



مصلحة الطباعة والتصوير
ص.ب 826 الرباط

F

1

DOCUMENTS DE LA COMMISSION NATIONALE

Enquêt

B. Belkhaty

ROYAUME DU MAROC
PREMIER MINISTRE
MINISTRE DES AFFAIRES
ECONOMIQUES ET SOCIALES
DIRECTION DE LA STATISTIQUE

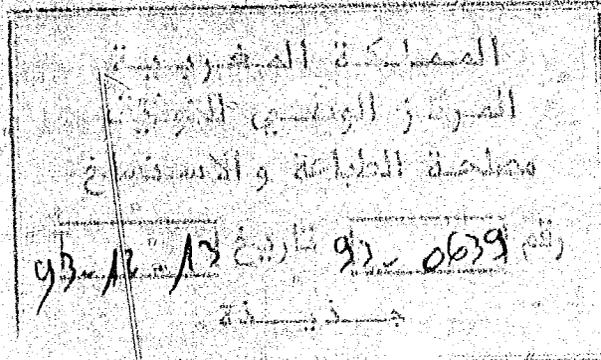
A. Ande au

293 - 0639

COMPTES DE LA PRODUCTION
D'INDUSTRIE MANUFACTURIERE

ANNÉE 1960

ROYAUME DU MAROC
PREMIER MINISTRE
MINISTRE DES AFFAIRES
ECONOMIQUES ET SOCIALES
DIRECTION DE LA STATISTIQUE



COMPTES ET AGREGATS DE LA NATION

Résultats provisoires de l'année 1991



inv 7726

DAE = 7-1-93

Année 1992

En 1991, l'économie internationale n'a pas résisté aux perturbations qui l'ont secouée durant la crise du golfe. Les effets de ce choc avaient ébranlé tous les marchés boursiers des pays industrialisés et très sérieusement affecté la confiance des consommateurs et des entreprises. Ainsi l'activité économique dont la croissance était modérée depuis la fin de 1989, a continué à se contracter. Ce n'est qu'à partir du deuxième trimestre de 1991 qu'une reprise progressive a été observée et ce grâce, entre autres, à une politique économique qui a visé à la détente des conditions monétaires et un assouplissement de certaines actions protectionnistes.

Or, malgré cette détente, la croissance est demeurée hésitante et la récession généralisée a été à peine évitée. L'activité de l'économie des pays de l'OCDE en 1991 n'a progressé que de 1% en volume contre 2,6% en 1990.

Les pays en voie de développement ont continué, comme par le passé, à subir les contraintes de la conjoncture internationale et notamment le fardeau de la dette extérieure et l'insuffisance de capitaux. Dans l'ensemble, l'économie de ces pays a été peu performante sinon régressive pour certains pays (comme l'exemple des pays du Moyen Orient) à l'exception des économies dynamiques asiatiques dont la croissance réelle moyenne s'est maintenue, comme l'année précédente autour, de 7 et 8%.

Dans ce contexte international contraignant et peu favorable, l'économie nationale semble avoir bien tenu en réalisant globalement une performance appréciable en 1991. Mais cette performance agrégée cache les effets des facteurs externes grâce à une campagne agricole exceptionnelle. Les résultats de cette campagne ont pu largement compenser les baisses enregistrées au niveau de certains secteurs engendrant ainsi une croissance réelle du PIB aux prix du marché de 5,1%.

La crise du golfe et ses conséquences ont sérieusement affecté certaines activités exposées aux menaces du marché extérieur notamment le tourisme international et le transport. En effet, la partie de production des services engendrée par la demande des touristes étrangers au Maroc a enregistré au cours de l'année une régression de 32% aux prix de 1980. L'activité du transport a connu une diminution de sa valeur ajoutée de 3% en termes réels par rapport à l'année précédente. Ce repli est imputable au recul notable observé dans l'activité des transports aérien (31%) et ferroviaire (7,8%).

Dans ces conditions, les autres secteurs ont connu des évolutions très différenciées. L'agriculture dont la valeur ajoutée a augmenté en termes réels de 20,3%, apparaît comme le moteur principal de l'économie marocaine pour cette année. En effet, la quasi totalité des activités de la branche «Agriculture, forêt et pêche» a participé à la réalisation de cette importante croissance, et plus particulièrement les céréales et les légumineuses qui ont vu leur production évoluer respectivement de 39,4% et 32,8% en termes réels. Seules les activités de production des cultures industrielles et oléagineuses et des produits de l'élevage ont affiché des contre performances. Elles ont marqué respectivement, en terme de production, une diminution de 2,2% et une stabilité en volume par rapport à l'année 1990.

Les activités minières ont été affectées par le tassement de la conjoncture internationale. Ceci s'est traduit par une baisse de la demande extérieure de nombreux produits et par une détérioration sensible des cours. Cette situation a affecté sensiblement la valeur ajoutée des industries extractives qui s'est retrécie de 9,5% aux prix de 1980. Néanmoins une telle régression recouvre des évolutions divergentes selon les produits. Les phosphates, principale composante de l'activité, ont enregistré une diminution en termes réels de 16,8%.

La branche «électricité et eau» a enregistré une augmentation de 4,2% grâce à la bonne tenue de la production d'électricité par l'ONE. Freiné par la diminution de la consommation des produits noirs destinés aux activités productives, le secteur de raffinage du pétrole a connu une baisse de 2,3%.

Contrairement à l'année précédente, avec la persistance des difficultés économiques engendrées par les circonstances conjoncturelles actuelles, le secteur des industries de transformation a été globalement peu performant au cours de l'année 1991. Il a connu, dans son ensemble, une croissance légère en termes réels de 2,2% résultant d'une évolution variable selon les branches d'activités.

Le secteur des bâtiments et travaux publics continue à subir les contrecoûps des baisses du budget de l'Etat caractérisé par une régression notable de la demande publique et notamment en matière de travaux publics. La demande privée qui a continué sur sa lancée mais timide, n'a pu compenser cette baisse de la demande publique. Et le secteur a présenté une diminution de sa valeur ajoutée en volume de 3,6% en 1991 contre une augmentation de 2,6% en 1990.

Aux prix courants, le taux de croissance du PIB est passé de 10,3% à 12,5% d'une année à l'autre, relèvement qui engendre l'augmentation du niveau général des prix de 7%. De son côté, l'indice du coût de la vie s'est accru de 8,2% contre 6,7% en 1990. Cette tendance dans les évolutions synthétiques des prix confirme les tensions inflationnistes, reprises l'exercice précédent et continuent à toucher sensiblement les produits de consommation finale. Globalement, l'indice du coût de la vie correspondant aux produits alimentaires a affiché une importante progression de 8,6%.

Au niveau de la demande en biens et services, contrairement à l'année précédente, l'année 1991 a été caractérisée par un net redressement de la consommation finale intérieure qui a crû de 13,2% aux prix courants pendant que les investissements et les exportations ont connu un ralentissement dans le rythme de leur évolution.

Pour sa part, la consommation finale intérieure privée, évaluée aux prix courants, a augmenté de 13,6% par rapport à l'année précédente. Elle représente ainsi 69,8% du PIB et 55,2% de la demande totale en biens et services. Cette importante croissance résulte d'une variation contrastée de la consommation des résidents et des dépenses des non résidents sur le territoire national. Ces dernières, sous l'effet néfaste de la guerre du golfe, ont enregistré une diminution de 15,9%. La consommation finale intérieure privée des résidents a connu, par contre, une évolution positive de même grandeur, soit environ 15,9%. Si ce résultat est attribuable, en partie, à la variation importante des prix des produits destinés à la consommation finale, il est également attribuable à la production exceptionnelle de la branche agricole dont une grande partie de son accroissement est affectable directement à la consommation finale. Aussi, la consommation finale des Administrations Publiques s'est-elle également améliorée en enregistrant une augmentation de 11,6% contre seulement 8,4% en 1990.

Par l'importance de ces dernières évolutions, la consommation finale intérieure globale voit sa contribution dans l'ensemble de la demande finale s'améliorer de près de deux points (1,7) en passant de 65,5% à 67,3%.

X L'amélioration enregistrée par l'agrégat FBCF en 1990 n'a pas été confirmée en 1991 où celui-ci a connu un ralentissement de son rythme de progression (5,5%). La décélération de l'accroissement de la FBCF est consécutive à la contraction des dépenses de l'Etat, au climat d'attentisme qui a prévalu lors de la crise du golfe, à l'attente du lancement du programme de privatisation et à la hausse des taux d'intérêt. Le taux d'investissement, est ainsi ramené de 23,8% en 1990 à 22,4% en 1991. Le recul le plus important de cette évolution est observé dans la valeur de l'acquisition du matériel qui a enregistré une faible croissance de 6,5% aux prix courants au lieu de 24,6% en 1990. L'importante diminution (-17%)

de la valeur du matériel du transport acquis a fortement contribué à ce ralentissement global. L'acquisition du matériel d'équipement à l'exception de celui destiné au transport a contribué positivement dans cette croissance avec 12,9% pour le gros matériel non électrique et 16% pour le matériel électrique. Pour les bâtiments et travaux publics, la faible croissance du secteur explique bien le faible niveau d'évolution de la FBCF correspondante. Le niveau élevé de l'évolution de la FBCF en bétail et en aménagement est dû surtout à la forte augmentation de leurs prix, soit respectivement 17,8% et 14,9%.

De son côté, le compte des relations avec le Reste du Monde qui s'était inscrit en amélioration en 1990 a été moins soutenu en 1991. Au terme de cette année, le fait marquant du compte se manifeste par le net fléchissement de la croissance des opérations sur biens et services et des transferts des revenus par les travailleurs marocains à l'étranger.

Les exportations de biens et services, en atteignant la valeur de 53600,3 millions de DH, ont enregistré une légère progression de 2,5%. Ce résultat est engendré, essentiellement, par la modeste progression (7%) des exportations de marchandises et par l'importante baisse (15,9%) des recettes touristiques. Le ralentissement observé au niveau des marchandises est dû, en grande partie, au recul des exportations des produits miniers (phosphates ...) et des produits d'origine agro-alimentaires. Quant aux importations, elles se sont faiblement accrues de 3% pour s'établir au niveau de 65447,1 millions de DH. Ces résultats ont abouti à un solde déficitaire de 11846,8 millions de DH représentant ainsi 4,9% du PIB au lieu de 5,3 en 1990.

Au niveau des revenus, avec l'augmentation des charges d'intérêts de la dette extérieure (35,4%) et la légère progression de 4% des rapatriements effectués par les ressortissants marocains à l'étranger, les transferts de «revenus nets reçus» ont accusé une régression de 11,3% par rapport à l'année précédente. Par conséquent, ces flux

de revenus extérieurs n'ont participé qu'à hauteur de 3,7% contre 4,7% en 1990 à la formation du Revenu National Brut Disponible qui a enregistré cette année un accroissement inférieur à celui du PIB soit 11,4%.

Aussi, l'importante évolution de la consommation privée des résidents et la régression des revenus extérieurs nets ont abouti à la modification de la structure d'affectation de ce revenu. De ce fait, en 1991 la propension à consommer a progressé de deux points et demi (79% contre 76,5%) au détriment de la propension à épargner (21% contre 23,5%).

Ces tendances se sont soldées par un besoin de financement de la nation qui s'est établi en définitif à 2,4 milliards de dirhams contre 0,6 milliards de dirhams en 1990. Les concours extérieurs reçus ont pu faire face à une telle situation qui, par conséquent, renforce la dépendance du financement de l'activité économique nationale vis à vis du Reste du Monde. Dans ces conditions, le taux d'autofinancement national a été réduit d'environ trois points en s'établissant à 95,3% contre 98,4% en 1990, année qui a connu le rééchelonnement de la dette extérieure avec une diminution dans les paiements d'intérêts de 14,4%.

1. Ventilation du PIB par grande branche

Valeurs en millions de DH

Grande branche	Prix courants			Evolution en %	
	1989	1990	1991	90/89	91/90
Agriculture, sylviculture et pêche	33369,7	35870,1	45515,8	7,5	26,9
Mines	5172,4	5355,4	4598,8	3,5	- 14,1
Combustibles solides et pétrole brut	283,4	304,4	344,6	7,3	13,4
Raffinage de pétrole	8343,3	6678,6	8651,5	- 20,0	29,5
Electricité et eau	5440,6	6086,3	6487,6	1,9	6,6
Industries manufacturières	34554,2	40273,6	42987,3	16,6	6,7
Bâtiment et travaux publics	10541,5	11489,5	12200,6	9,0	6,2
Commerce	21552,0	24095,0	26942,0	11,8	11,8
Transports et communications	12735,4	14128,2	14858,2	10,9	5,2
Hébergement et restauration	3765,5	4020,7	3679,4	6,8	- 8,5
Autres services marchands	19454,9	21178,6	23140,9	8,9	9,3
Institutions financières	6233,0	6930,0	9950,0	11,2	43,6
Services bancaires imputés	- 6541,0	- 6901,0	- 9987,0	5,5	44,7
Total des valeurs ajoutées	154904,9	169509,0	189370,4	9,4	11,7
DTI nets des subventions	16217,0	19140,0	22905,0	18,0	19,7
PIB marchand aux prix du marché	171121,9	188649,0	212275,4	10,2	12,5
Administrations publiques	22809,0	25341,0	28482,0	11,1	12,4
PIB aux prix du marché	193930,9	213990,9	240757,4	10,3	12,5

2. Ventilation du PIB par grande branche

— Prix de 1980 —

Agriculture, sylviculture et pêche	20797,6	19404,3	23347,5	- 6,7	20,3
Mines	3194,9	3525,8	3190,1	10,4	- 9,5
Combustibles solides et pétrole brut	96,5	95,1	94,0	- 1,5	- 1,2
Raffinage de pétrole	1217,4	1278,2	1248,8	5,0	- 2,3
Electricité et eau	2214,5	2380,6	2480,6	7,5	4,2
Industries manufacturières	17030,9	19062,7	19478,3	11,9	2,2
Bâtiment et travaux publics	5098,9	5230,4	5040,5	2,6	- 3,6
Commerce	12938,0	13637,0	14400,0	5,4	5,6
Transports et communications	5381,0	5676,5	5669,8	5,5	- 0,1
Hébergement et restauration	1671,2	1677,5	1472,4	0,4	- 12,2
Autres services marchands	10712,6	10978,7	11191,1	2,5	1,9
Institutions financières	3297,0	3447,0	4564,0	4,5	32,4
Services bancaires imputés	- 3461,0	- 3433,0	- 4581,0	- 0,8	33,4
Total des valeurs ajoutées	80189,5	82960,8	87596,1	3,5	5,6
DTI nets des subventions	7528,0	8375,0	8521,0	11,1	1,7
PIB marchand aux prix du marché	87727,5	91335,8	96117,1	4,1	5,2
Administrations publiques	16533,0	16572,0	17342,5	1,7	4,6
PIB aux prix du marché	104030,5	107907,8	113459,6	3,7	5,1

3. Equilibre du produit intérieur brut

Valeurs en millions de DRI

Grande branche	Prix courants		Evolution en %		
	1989	1990	1991	90/89	91/90
PIB	193930,9	213990,0	240757,4	10,3	12,5
Importations	50820,0	61752,9	63463,9	21,5	2,8
Total des ressources	244750,9	275742,9	304221,3	12,7	10,3
Consommation finale intérieure	15079,0	180911,6	204820,5	9,6	13,2
Dont :					
- Administrations publiques	30411,0	32976,0	36798,0	8,4	11,6
- Ménages	134668,0	147935,6	168022,5	9,1	13,6
F.B.C.F	44174,1	51004,7	52792,0	15,5	1,5
Variation des stocks	1760,8	2575,5	1272,0	46,3	-5,6
Exportation	33737,0	41251,1	43308,8	22,3	5,8
Total des emplois	244750,9	275742,9	304221,3	12,7	10,3

4. Revenu national brut disponible (RNBD) et son affectation

RNBD	197454,9	224441,1	250028,1	13,7	11,4
PIB	193930,9	213990,0	240757,4	10,3	12,5
Revenus nets reçus du reste du monde	3524,0	10451,1	9270,7	196,6	-11,3
Affectation du RNBD	197454,9	224441,1	250028,1	13,7	11,4
Consommation finale nationale	157608,0	171695,6	197540,2	8,9	15,1
Dont :					
- Administrations publiques	30411,0	32976,0	36798,0	8,4	11,6
- Ménages résidents	127197,0	138719,6	160742,2	9,1	15,9
Epargne nationale brute	39846,9	52745,5	52487,9	32,4	-0,5

5. Consommation finale privée

Consommation finale privée :					
Intérieur (1)	134668,0	147935,6	168022,5	9,9	13,6
Des non résidents (2)	9013,0	11609,0	9263,5	22,1	-15,9
Des résidents à l'étranger (3)	1542,0	1793,0	1983,2	16,3	10,6
Des résidents (4) = (1-2+3)	127197,0	138719,6	160742,2	9,1	15,9

6. Compte de capital de la nation

Valeurs en millions de DH

Grande branche	Prix courants			Evolution en %	
	1989	1990	1991	90/89	91/90
Epargne nationale brute	39846,9	52745,5	52487,9	32,4	- 0,5
Transferts nets en capital reçus du reste du monde	240,0	239,8	208,5	- 0,1	- 13,1
Total des ressources	40086,9	52985,3	52696,4	32,2	- 0,5
FBCF	44174,1	51004,7	53792,0	15,5	3,5
Variation des stocks	1760,8	2575,5	1272,0	46,3	- 50,6
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	- 5848,0	- 594,9	- 2367,6	- 89,8	298,0
Total des emplois	40086,9	52985,3	52696,4	32,2	- 0,5

7. Formation brute de capital fixe par nature

Matériel et outillage	19582,7	24302,0	25874,0	24,1	6,5
Bâtiment	13676,0	15542,5	16432,7	13,6	5,7
Travaux publics	9440,0	9599,6	9609,5	1,7	0,1
Amenagement et plantations	814,3	898,4	1070,8	10,3	19,2
Bétaïl	661,1	662,2	805,0	0,2	21,6
Total	44174,1	51004,7	53792,0	15,5	5,5

8. Variation des stocks

Cultures	28,0	- 614,0	760,0
Elevage	963,0	- 664,0	184,2
Phosphates	99,2	- 51,8	- 112,8
Autres mines	16,6	0,0	202,3
Combustibles solides et pétrole brut ...	54,4	- 7,1	661,2
Produits pétroliers	769,2	619,1	- 81,2
Produits industries de transformation ...	- 169,6	3293,3	- 339,7
Total	1760,8	2575,5	1272,0

9. Comptes des relations avec le reste du monde

9.1. - Opérations courantes

	Valeurs en millions de DH		
	1989	1990	1991
RESSOURCES			
Importations de marchandises (CAF)	48098,0	58783,7	60703,5
Transports et communications	520,5	552,7	480,9
Services d'assurances	34,9	36,5	39,0
Achats directs des enclaves territoriales	225,0	236,4	281,9
Achats directs des ménages	1542,1	1793,0	1983,2
Produits marchands	1941,3	2143,6	1958,6
Importations de biens et services	52361,8	63545,9	65447,1
Rémunération des salariés	60,4	63,4	75,7
Revenus de la propriété et de l'entreprise	10790,02	9614,7	12568,0
Transferts courants non contractuels	481,4	495,2	633,2
Solde des opérations d'assurances-dommages	- 372,1	- 262,9	- 245,4
Total des ressources courantes	63321,7	73456,3	78478,6
EMPLOIS			
Exportations de marchandises (FOB)	28274,0	34858,0	37288,2
Transports et communications	2413,8	2918,7	3484,4
Services d'assurances	104,4	88,9	87,7
Achats directs des enclaves territoriales	371,2	429,1	411,0
Achats directs des ménages	9013,0	11009,0	9263,5
Produits marchands divers	2573,4	2956,4	3065,5
Exportations de biens et services	42749,8	52260,1	53600,3
Rémunération des salariés	99,6	115,2	110,3
Revenus de la propriété et de l'entreprise	1159,4	1635,2	2660,9
Transferts courants non contractuels	13224,9	18611,1	19531,0
Solde des opérations courantes	6088,0	834,7	2576,1
Total des emplois courantes	63321,7	73456,3	78478,6

9.2. - Opération en capital

RESSOURCES			
Solde des opérations courantes	6088,0	834,7	2576,1
Total des ressources en capital	6088,0	834,7	2576,1
EMPLOIS			
Transferts en capital	240,0	239,8	208,5
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	5848,0	594,9	2367,6
Total des emplois en capital	6088,0	834,7	2576,1

10. Evolution des soldes des opérations avec le reste du monde

Description des opérations	Valeurs en millions de DH		
	1989	1990	1991
Marchandises (1) (A)	- 18323,8	- 22165,3	- 22436,5
Autres biens et services (B)	- 8711,8	10879,5	10589,7
Ensemble de biens et services (C = A + B)	- 9612,0	- 11285,8	- 11846,8
Répartition des revenus (D)	3524,0	10451,1	9270,7
Transferts en capital (E)	240,0	239,8	208,5
Capacité (+) ou besoin (-) de financement (C + D + E)	- 5848,0	- 594,9	- 2367,6

(1) Marchandises dans le sens des statistiques du commerce extérieur.

11. Relation entre le solde courant de la balance des paiements (BP) et la capacité (ou besoin) de financement de la nation

Solde courant de la (BP) (F)	- 6841,0	- 1721,0	- 3639,9
Opérations financières (G)	149,0	92,9	193,6
Transports et assurances (H)	844,0	1033,2	1078,7
Capacité (+) ou besoin (-) de financement (F + G + H)	- 5848,0	- 594,9	- 2367,6

12. Evolution des revenus nets reçus de l'extérieur

Rémunération des salariés nette reçus du reste du monde	39,3	51,7	34,6
Revenus nets de la propriété et de l'entreprise reçus du reste du monde	- 9630,8	- 7979,4	- 9907,1
Transferts courants nets reçus du reste du monde	13115,5	18378,8	19143,2
Revenus nets reçus de l'extérieur	3524,0	10451,1	9270,7

13. Importations de biens et services par groupes de branches d'origine

Valeurs en millions de DH

Grande branche	Prix courants			Evolution en %	
	1989	1990	1991	90/89	91/90
Agriculture, sylviculture et pêche	3269,0	3069,0	3190,0	-6,1	3,9
Mines	1391,0	2754,0	2527,0	98,0	-8,2
Energie	7150,0	9618,0	8592,0	34,5	-10,7
Industries agro-alimentaires	3015,0	2820,0	3256,0	-6,5	15,5
Industries du textile et cuir	4028,0	4744,0	5419,0	17,8	14,2
Industries métalliques, mécanique et électriques	18533,0	22818,0	24584,0	23,1	7,7
Industries de la chimie et de la parachimie	5055,0	6208,0	6672,0	22,8	7,5
Autres industries manufacturières	4153,0	4992,0	5480,0	20,2	9,8
Importations de marchandises CAF* ..	46594,0	57023,0	59720,0	22,4	4,7
Transports et communications	520,5	552,7	480,9	6,2	-13,0
Assurances	34,6	36,5	39,0	5,5	6,8
Dépenses non ventilées des enclaves ...	225,0	236,4	281,9	5,1	19,2
Dépenses non ventilées des ménages ...	1542,1	1793,0	1983,2	16,3	10,6
Divers biens et services	3445,6	3904,3	2942,1	13,3	-24,6
Autres importations de biens et services	5767,8	6522,9	5727,1	13,1	-12,2
Ensemble des importations de biens et services	52361,8	63545,9	65447,1	21,4	3,0

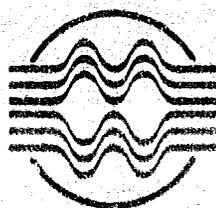
(*) Ces rubriques correspondent aux statistiques douanières. elles n'incluent pas les dons et les transactions gouvernementales.

**14. Exportations de biens et services par groupes
de branches d'origine**

Valeurs en millions de DH

Grande branche	Prix courants			Evolution en %	
	1989	1990	1991	90/89	91/90
Agriculture, sylviculture et pêche	4842,0	5629,0	7463,0	16,3	32,6
Mines	5612,0	5099,0	4406,0	-9,1	-13,6
Energie	733,0	1250,0	936,0	70,5	-25,1
Industries agro-alimentaires	2967,0	3948,0	3689,0	33,1	-6,6
Industries du textile et cuir	6734,0	8672,0	9444,0	28,8	8,9
Industries métalliques, mécanique et électriques	1627,0	2159,0	2706,0	32,7	25,3
Industries de la chimie et de la parachimie	4531,0	6774,0	7520,0	49,5	11,0
Autres industries manufacturières	1225,0	1327,0	1119,0	8,3	-15,7
Exportations de marchandises FOB* ..	28271,0	34858,0	37283,0	23,3	7,0
Transports et communications	241,3	2918,7	3484,4	20,9	19,4
Assurances	104,4	88,9	87,7	-14,8	-1,3
Dépenses non ventilées des enclaves ...	371,2	429,1	411,0	15,6	-4,2
Dépenses non ventilées des ménages ...	9013,0	11009,0	9263,5	22,1	-15,9
Divers biens et services	2576,4	2956,4	3070,6	14,7	3,9
Autres Exportations de biens et services	14478,8	17402,1	16317,2	20,2	-6,2
Ensemble des Exportations de biens et services	42749,8	52260,1	53600,2	22,2	2,6

(*) Ces rubriques correspondent aux statistiques douanières, elles n'incluent pas les dons et les transactions gouvernementales.



Direction de la Statistique

B.P 178 Charii Maa El Ainain

Tél : 77-36-06 Telex 36714

Fax : 77-30-42 & 77-32-17

Rabat - Maroc

FIN

النهاية

20

مشاهد

VUES